



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LHYFE BESSIERES**

Chemin des Prieurs  
LES PRIOUS  
31660 BESSIERES

Références : 2024 05 Inspection H2  
Code AIOT : 0100017573

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement LHYFE BESSIERES implanté Chemin des Prieurs 31660 BESSIERES. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre des visites programmées en 2024 au niveau régional des installations de fabrication, stockage et distribution d'hydrogène en fonctionnement ou sur le point de l'être.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LHYFE BESSIERES

- Chemin des Prieurs 31660 BESSIERES
- Code AIOT : 0100017573
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation dispose actuellement d'un électrolyseur de 5 MWe permettant en situation nominale la production de 2t/j d'hydrogène (soit 90kg/h).

La quantité totale d'hydrogène présente sur site est de 0,999t (inférieur à 1t). L'installation relève de la rubrique 4715 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration. La déclaration est datée du 03/08/2022.

Un dossier de demande d'autorisation environnementale va être prochainement déposé par l'exploitant pour porter la quantité d'hydrogène présent sur site de 0,999 t à 4,9 t. La puissance de l'électrolyseur ne sera pas modifiée. Le dépôt du dossier et son instruction ont été abordés très succinctement lors de l'inspection. La réunion "phase amont" est prévue dans les semaines à venir.

L'hydrogène produit servira entre autre à alimenter une station de distribution pour des usages liés au transport (Bus). L'hydrogène sera également commercialisé aux entreprises clientes dans un rayon de 100 à 150 km autour de l'usine de Bessières.

Plusieurs conteneurs sont présents sur le site. Un conteneur abrite l'électrolyseur dédié à la production d'hydrogène, deux conteneurs abritent chacun un compresseur (un compresseur en fonctionnement et un compresseur de secours) et un conteneur est dédié au traitement de l'eau nécessaire au procédé.

L'aire de stockage est localisée en extérieur, elle comprend 8 aires de chargement dont 6 sont actuellement connectées.

Un bâtiment séparé de la production abrite un espace de repos, la salle de contrôle et le stockage de pièce de maintenance.

L'eau utile à la production d'hydrogène provient du réseau d'eau potable. La quantité nécessaire est de 1,2 m3/h soit un peu moins de 10 000 m3/an. 30% sont rejetés. Il s'agit d'eau concentrée en minéraux présents dans l'eau consommée par le site (environ 5 fois la concentration initiale).

L'électrolyseur est alimenté par le réseau électrique.

Le jour de l'inspection l'installation n'était pas en fonctionnement, l'électrolyseur n'était pas sous tension, il n'y avait pas d'hydrogène sur le site. Toutefois, les équipements étaient installés sauf quelques tuyauteries en attente de branchement.

La phase de démarrage du site devrait durer 4 mois au mieux. L'installation devrait être en gaz fin juin 2024 et une production commerciale fin juillet 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2  | Comportement au feu des bâtiments | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 30 jours              |
| 4  | Ventilation                       | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.6 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 30 jours              |
| 5  | Mise à la terre                   | Arrêté Ministériel du                             | Demande de justificatif à  | 30 jours              |

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
|    | des équipements                                       | 12/02/1998, article I > 2.8                       | l'exploitant   |                       |
| 6  | Surveillance de l'exploitation                        | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 30 jours              |
| 9  | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.6 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 30 jours              |
| 12 | Consignes de sécurité                                 | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.7 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 13 | Consignes d'exploitation                              | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.8 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 14 | Détection de gaz                                      | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.9 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 30 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | 2 - Prescriptions spécifiques pour l'hydrogène gazeux | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.1. | Sans objet        |
| 3  | Accessibilité   | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.5  | Sans objet        |
| 7  | Contrôle de l'accès                                   | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.2  | Sans objet        |
| 8  | Registre entrée/sortie                                | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.5  | Sans objet        |
| 10 | 2 - Prescriptions spécifiques à l'hydrogène gazeux    | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.2. | Sans objet        |
| 11 | Localisation des risques                              | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.3  | Sans objet        |
| 15 | 2 - Prescriptions                                     | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 6.2. | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|----------------------------------|---|-------------------|
|    | spécifiques à l'hydrogène gazeux |   |                   |
| 16 | Eau                              | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 5.3 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, les installations n'étaient pas en fonctionnement et il n'y avait pas de gaz "hydrogène" sur le site.

Plusieurs constats ont été établis. Il importe à l'exploitant de les prendre en compte avant la mise en exploitation commerciale de l'installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 2 - Prescriptions spécifiques pour l'hydrogène gazeux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.1.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :- si elle est située à l'air libre ou sous auvent, à 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment,- si le local contenant l'installation est fermé, à 5 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment. Les distances de 8 à 5 mètres entre le bâtiment et le stockage de récipients d'hydrogène gazeux ne sont pas exigibles s'ils sont séparés par un mur plein sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du stockage par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure, d'une largeur minimale de minimale de 3 mètres en projection sur un plan horizontal. Ce mur doit être prolongé de part et d'autre et du côté du stockage par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure, d'une hauteur de 3 mètres et d'une longueur de 2 mètres au moins. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 31 mai 2024, l'exploitant a transmis le plan de masse des installations. Ce plan permet de valider le respect de la prescription.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 2 : Comportement au feu des bâtiments

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – aménagement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les locaux abritant les installations d'hydrogène gazeux doivent présenter les caractéristiques de |

réaction et de résistance au feu minimales suivantes :- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,- toiture légère incombustible,- portes intérieures coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 2 heures,- matériaux de classe M0 (incombustibles). Les locaux fermés doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation de l'hydrogène, des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :**

Par mail du 31 mai 2024, l'exploitant a transmis un document concernant les caractéristiques de tenue au feu des parois du container procédé de l'électrolyseur. Ce document ne permet toutefois pas d'acter la conformité à l'article 2.4 de l'arrêté ministériel de 1998 en termes de réaction et de résistance au feu du conteneur.

Concernant l'évacuation de l'hydrogène, des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie, l'inspection a pu constater, lors de la visite, la présence de dispositifs adaptés. Toutefois, l'exploitant n'a pas su expliquer leur fonctionnement ni localiser les commandes d'ouverture manuelle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un document justifiant du respect de l'article 2.4 de l'AM de 1998 en termes de réaction et de résistance au feu du conteneur.

Il est demandé à l'exploitant d'une part, de confirmer que les commandes d'ouverture manuelle des dispositifs permettant l'évacuation de l'hydrogène, des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie sont placées à proximité des accès et d'autre part de clairement les identifier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 3 : Accessibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation – aménagement

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

**Constats :**

|   |
|---|
| <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant a rencontré les pompiers de la caserne locale de Villemur sur Tarn et le SDIS de Haute-Garonne. Un plan ETARE est en cours de rédaction. Il n'a pas encore été communiqué à l'exploitant.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 4 : Ventilation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I &gt; 2.6</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – aménagement</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Cette prescription n'a pu être vérifiée lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des informations nécessaires.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments nécessaires au respect de la prescription énoncée ci-dessus.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>  |

#### N° 5 : Mise à la terre des équipements

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I &gt; 2.8</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – aménagement</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable de l'hydrogène.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification initiale a été établi par l'APAVE en avril 2024. Les constats relevés sont en cours de traitement par l'exploitant. L'inspection n'a pas consulté le document.</p>                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>  |

|   |
|---|
| <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de lever les constats relevés par l'organisme de contrôle avant la mise en gaz de l'installation.</p> <p>Le rapport établi par le bureau de contrôle lors de la prochaine visite sera transmis à l'inspection.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant précisera les mesures envisagées pour lever les constats persistants.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours   |

#### N° 6 : Surveillance de l'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – entretien  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Deux personnes seront présentes sur site au moins pendant la première année d'exploitation mais à terme, il est prévu que le site fonctionne sans présence humaine (supervision à distance).</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter les dispositions mises en œuvre pour répondre à la prescription, notamment en cas de détection d'événements en l'absence de personnel sur site.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours  |

#### N° 7 : Contrôle de l'accès

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – entretien  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. De plus, en l'absence du personnel d'exploitation, l'installation doit être rendue inaccessible aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clé, etc.)</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations sont fermées. Pour entrer sur le site, les chauffeurs devront disposer d'un code ou d'une carte; la lecture de la plaque du véhicule est également à l'étude. Le chauffeur aura uniquement accès aux différentes loges de remplissage mais pas à la zone</p> |



|   |
|---|
| production/compression.                                       |
| Des caméras anti-intrusion sont également présentes sur site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                  |

**N° 8 : Registre entrée/sortie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – entretien   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La quantité d'hydrogène présente dans les installations doit pouvoir être estimée à tout moment à l'intention de l'inspection des installations classées et des services de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Une application interne à Lhyfe permet de connaître la quantité d'hydrogène présente dans les conteneurs au niveau des loges. Il est convenu avec l'exploitant lors de la visite que cette donnée doit être accessible à toutes les personnes susceptibles d'être en lien avec les services de secours et l'inspection des installations classée. Par ailleurs, cette donnée devra être complétée par la quantité d'hydrogène présente dans les autres parties du site, notamment au niveau des aires de production et de compression. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 9 : Vérification périodique des installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – entretien  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le rapport de vérification initiale a été établi par l'APAVE en avril 2024. Les constats relevés sont en cours de traitement par l'exploitant. L'inspection n'a pas consulté le document.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de lever les constats relevés par l'organisme de contrôle avant la mise en gaz de l'installation.<br>Le rapport établi par le bureau de contrôle lors de la prochaine visite sera transmis à l'inspection.<br>Le cas échéant, l'exploitant précisera les mesures envisagées pour lever les constats persistants.     |

|   |
|---|
|   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                               |

**N° 10 : 2 - Prescriptions spécifiques à l'hydrogène gazeux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.2.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- 1 extincteur à poudre de 50 kg sur roues ;- 1 robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service. Ces matériels doivent être disposés à proximité de l'installation, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie. En cas d'incendie dans le voisinage de l'installation des dispositions doivent être prises pour protéger l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de l'extincteur à poudre de 50 kg sur roues. Le site est également équipé de deux RIA implantés de part et d'autre des loges et d'une borne incendie.</p> <p>Par ailleurs, plusieurs extincteurs sont présents sur le site. L'inspection a notamment relevé la présence de deux extincteurs 5 kg CO2 et 9kg poudre ABC à proximité de l'électrolyseur et de 2 extincteurs 9kg poudre ABC à proximité du transformateur.</p> <p>Enfin le site est équipé d'une borne incendie. Le débit sera contrôlé annuellement d'une part par le SDIS et d'autre part par l'exploitant.</p>                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 11 : Localisation des risques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie ou atmosphères explosives). Ce risque est signalé.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les risques identifiés sur le site sont : risques électriques, risques liés à la molécule d'hydrogène, risques liés à l'azote utilisé pour l'inertage, risques liés à la circulation.</p>   |

|   |
|---|
| Des zones ATEX sont identifiées au niveau de l'électrolyseur et des loges.  |
| En compléments des informations communiquées lors de l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 31 mai 2024, un plan des zones identifiées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Consignes de sécurité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "incendie" et "atmosphères explosives",- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation visées au point 4.3,- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant de l'hydrogène, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7,- les mesures à prendre en cas d'échauffement d'un récipient,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides). |
| <b>Constats :</b><br><br>Les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ne sont pas encore complètement finalisées. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une fois établies, elles devront être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant d'établir et afficher les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours  |

**N° 13 : Consignes d'exploitation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations |

|  |
|--|
| (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :- les modes opératoires,- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,- les instructions de maintenance et de nettoyage. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les consignes d'exploitation écrites ne sont également pas finalisées.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant d'établir les consignes d'exploitation écrites.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours  |

#### N° 14 : Détection de gaz

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au point 4.3 présentant des risques en cas de dégagement et d'accumulation importante de gaz. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel du 31 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des détecteurs fixes de gaz (H2 et O2) du site. Suite à des problèmes informatiques le fichier ne peut être ouvert.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de renvoyer le fichier.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours  |

#### N° 15 : 2 - Prescriptions spécifiques à l'hydrogène gazeux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 6.2.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air – odeurs  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout rejet de purge d'hydrogène devra se faire à l'air libre et, dans tous les cas, en un lieu et à une hauteur suffisante pour ne présenter aucun risque. |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs événements sont présents sur le site. Leurs localisations sont précisées sur les plans de zones ATEX générées à partir des événements du site transmis à l'inspection par mail du 31 mai 2024.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'événements situés dans un lieu inadapté ou à une hauteur insuffisante pour ne présenter aucun risque.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 16 : Eau**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 5.3</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Deux bassins sont présents sur site l'un à côté de l'autre: un bassin d'infiltration et un bassin étanche</p> <p>Les eaux pluviales de la plateforme sont dirigées, en temps normal, vers le bassin d'infiltration. En cas d'évènement une vanne manuelle correctement identifiée permet de diriger les eaux vers le bassin étanche.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |